

Compte-rendu INTERNE de la réunion des 9 organisations de retraité·e·s du mardi 9 avril 2024

La réunion s'est tenue le mardi 9 avril 2024, de 14 h 30 à 16 h 20 dans les locaux de FO, en présence de CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, LSR (FGR-FP et Ensemble & Solidaires excusées). L'UNIRS Solidaires était représentée par Gérard Gourguechon et Patrice Perret.

Ordre du jour :

- Échanges sur la situation générale
- Bilan du 26 mars
- Compte-rendu des rencontres avec les groupes parlementaires
- Haut Conseil de l'Âge
- Colloque sur les 10 ans du G9
- Dossier suite au colloque du 4 mars sur la Réversion.

Échanges sur la situation générale

Pour FO, organisation invitante, Paul Barbier commence sur la situation générale. Nous sommes confrontés à une situation particulière, Macron déclare qu'il faut se préparer à la guerre, ce qui est peu réjouissant, nous sommes inquiets des mesures contre les salarié·es et les retraité·es. Les discussions sont difficiles sur les seniors, sur les indemnités chômage, et aucun accord n'est en vue. La volonté commune des patrons et du gouvernement est de remettre en cause les règles existantes, pourtant revues à la baisse il y a seulement 2 ans. Les indemnités baissent et les conditions pour y avoir droit augmentent. La précédente « réforme » n'a pas été évaluée et autre chose arrive. Des économies drastiques sont imposées, 10 puis 20 milliards, et 50 d'ici 2027, le gouvernement veut braquer les salarié·es et les retraité·es

Pour les retraités, après les élections européennes, viendra la sous-revalorisation des pensions. Les ALD semblent préservées, mais pour combien de temps ? La loi grand âge a été adoptée au Sénat, c'est une vaste provocation, la loi est vide. Le communiqué du HCFEA la critique. Des mesurette existent, mais sans la loi de programmation, les problèmes du grand âge restent là.

Au sujet de l'accueil physique dans les services publics, notamment pour les personnes âgées, nous avons soutenu la proposition de loi adoptée par l'Assemblée et que le Sénat doit prendre en compte, c'est pourquoi le G9 était au rassemblement ce midi. Le 26 mars est loin d'avoir été un échec, il a permis d'affirmer les revendications.

La FSU insiste sur les contraintes budgétaires sous prétexte de la dette. Il faudrait préciser que la dette ne vient pas de trop de dépenses, mais de pas assez de recettes. Aux politiques régressives citées par FO, elle ajoute les études sur l'effet de la baisse démographique dans l'école qui est déjà avancée pour supprimer des postes, c'est la casse de l'école et le tri des élèves. Madame Belloubet nous dit qu'il n'y a pas de problème, qu'elle a les emplois mais pas les personnels, c'est pourquoi elle fait appel notamment aux retraité·es. Les menaces sur les ALD vont revenir. Le Premier ministre nous fait le « coût du lapin » pour améliorer la situation des services de santé, mais c'est dérisoire par rapport aux manques criants de médecins et à leur mauvaise répartition sur le territoire.

La CGT partage les interventions précédentes et insiste sur des points forts : où va-t-on avec le dossier des seniors ? Nous nous sommes battus pour la retraite à 60 ans puis, en contradiction, nous discutons d'un CDI de 62 à 64 ans... Les discussions avec le Medef se passent mal, la baisse des indemnités chômage est dramatique, tout comme la perte des ASS pour les futur-es retraité-es sans droits. Les retraité-es sont dans la ligne de mire, le gouvernement veut diminuer leur enveloppe car il refuse de s'en prendre au patronat. Comment se faire entendre ? Il ne nous a même pas reçus. Nous allons regarder le PLFSS et dire celui que nous voulons.

Pour un accueil physique dans les services publics, le G9 a envoyé une lettre et participe à la manifestation de ce jour

Le 26 mars, nous avons décompté plus de 20 000 personnes et noté que tous les départements avaient mobilisé. Les retraité-es étaient sur le pont malgré le mauvais temps et parfois les trombes d'eau. Ce succès est à valoriser. Les suites vont vite se poser ; nous devons en débattre dès maintenant.

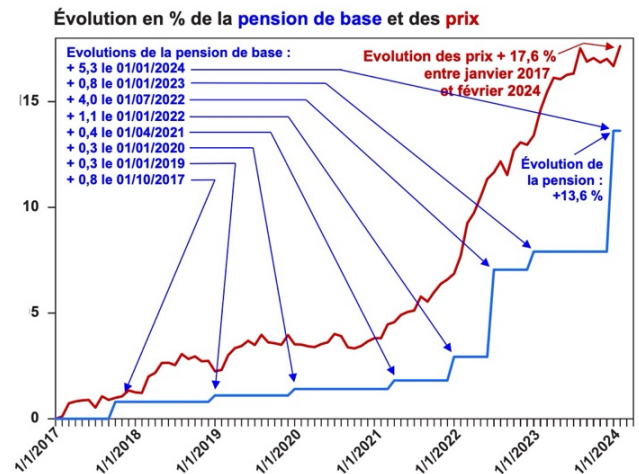
Qu'est-ce que la dette ? Dépenser pour les services publics, ce sont des investissements, la dette est un choix politique de se priver de ressources.

Solidaires partage les propos précédents et insiste sur les agitations du gouvernement sur un projet PLF rectificatif, alors que celui de 2024 a été voté fin décembre sur la base de ses projections. Trois mois après, tout est chamboulé. Le gouvernement se trompe donc dans ses prévisions sur 3 mois, alors qu'il affirme être capable de prévoir les équilibres des retraites en 2070 (et justifie ainsi sa « réforme »), il est capable de prévoir les conséquences du réchauffement, des évolutions démographiques, de la géopolitique en 2050... C'est du foutage de gueule, de l'habillage de la rigueur.

La dette publique est vraiment une construction du système et des gouvernements : avec la totale liberté de circulation des capitaux, le gouvernement dit qu'il faut que le territoire français soit « attractif » aux investisseurs (pour l'activité et l'emploi), et il baisse ou supprime les impôts sur les capitaux et les très riches. Ensuite, ceci provoque un déficit public, il faut emprunter auprès des « financiers » (ceux qui ont plein de sous car ils n'ont pas été imposés). Mais pour pouvoir emprunter, il faut être bien noté par les agences de notation, celles qui conseillent les investisseurs ! C'est la course à la baisse des impôts pour les riches. L'imposition des entreprises est passée de 50 % (du temps de Giscard qui n'avait rien d'un gauchiste) à 25 % aujourd'hui, et la population en subit les conséquences en subissant la rigueur alors que les plus riches augmentent leur richesse.

Le 26 mars, nous avons noté un grand intérêt de la presse pour la situation des retraité-es. Toutefois, des médias ajoutaient dans la foulée que le niveau de vie des retraité-es était supérieur à celui des actifs, ce qui est faux, il est légèrement inférieur et va dégringoler. Les médias confondent avec le niveau de vie de l'ensemble de la population (dont les enfants) qui est légèrement inférieur à celui des retraité-es. À la prochaine occasion, nous devrions nous exprimer à ce sujet.

Solidaires a envoyé avant la réunion son graphique sur le pouvoir d'achat actualisé :



La perte de pouvoir d'achat s'élève à 4 points.

Et la somme des pertes pendant les 86 mois de cette période s'élève à 2,8 mois

Pour les personnes en retraite ayant subi l'augmentation de la CSG de 25 % en 2018, les pertes s'élèvent à 4,2 mois, et la différence entre la pension et les prix de 5,9 points

La CFTC cite le rapport de l'OIT sur l'Europe et l'important pourcentage de PIB consacré au social en France, pourtant, le social n'est pas un coût mais une richesse. Un tract pourrait affirmer que s'il fallait réaliser des économies, il faudrait puiser dans l'énorme budget militaire de 413 milliards sur 5 ans, plutôt que de taper sur salarié-es, chômeurs-se. La guerre n'est qu'un prétexte, qui va jusqu'à envisager de réquisitionner les entreprises pour l'armement, c'est un prétexte facile pour inquiéter et faire passer la rigueur.

La CFE-CGC s'inquiète des milliards versés au titre de la dette qui nous coûte 1 milliard par semaine en intérêt, soit l'équivalent de la construction de 5 hôpitaux. C'est de l'argent que nous payons avec nos impôts pour rémunérer ceux qui n'ont pas payé d'impôts et à cause desquels le pays est en déficit ! Elle s'inquiète aussi de la volonté du gouvernement de supprimer le paritarisme, avec l'aide du Medef, de diminuer les aides sociales, les soins, les remboursements de médicaments, les pensions... Les entreprises bénéficient de baisses d'impôts et d'importantes exonérations de cotisations sociales. Les retraité-es sont inquiets aussi d'entendre parler d'une nouvelle hausse de la CSG, de sous-

revalorisation des pensions. La CFE-CGC est très pessimiste, nous devons communiquer sur la situation des retraités qui ne mérite pas l'image de nantis.

La LSR était le 26 mars dans la rue. La dette a bon dos, ainsi que le calcul des 3 % réalisé sur un coin de table. Ils savent annuler les dettes pour le patronat, pour les banques en 2008. Certaines organisations syndicales appellent au 1^{er} mai qui sera important dans la période actuelle. La population montrera sa capacité de mobilisation.

Quelle suite au 26 ? Nous devons apparaître début juin, avant les jeux olympiques.

La CGT insiste sur le 26, la quantité de tracts et les initiatives communes dans les départements. Les chiffres bruts ne sont pas très importants, mais le 26 a pris une importante dimension avec des initiatives partout le matin dans la grande couronne parisienne. Depuis des années, nous avons organisé de nombreux rassemblements sans être reçus par le gouvernement : les retraité-es sont-ils encore des citoyens ? Toutefois, les préfectures sont ouvertes dans les départements, mais à Paris c'est non. La presse a parlé de nous, pas toujours convenablement. Les conférences de presse restent un défi à chaque fois pour obtenir la présence de la presse.

La CGT insiste sur le montant astronomique versé aux actionnaires, l'équivalent de 150 hôpitaux, ... Le budget militaire très important justifie les manifestations pour la paix.

Les déclarations pour un 1^{er} mai unitaire portent sur la paix, les salaires et les pensions, les services publics, ...

La loi Oboho sur l'accueil physique dans les services publics est une niche fiscale. Cette loi est satisfaisante, nous verrons les suites, mais il faut une action unitaire pour obtenir un accueil physique pour les documents administratifs.

La FSU revient sur la dette et les super profits : Total a reversé ses bénéfices à ses actionnaires, mais rien pour le social. Le budget comprend toujours des exonérations pour les entreprises. Les élections européennes ont peu d'enjeu tant que la BCE restera indépendante, qu'une simple commission décide des 3 % sans prendre l'avis des parlements des différents pays. Ces élections sont l'occasion de dénoncer ces verrous et ces dénis de démocratie.

Elle partage les analyses sur le 26 et cite en exemple le département de la Vendée, peu marqué à gauche, qui a vu 4 rassemblements. Le nombre de manifestant-es importe, mais moins que le nombre d'actions dans tous les départements. Elle insiste sur la préparation des actions, sur la volonté d'innover

(soupe aux cailloux à Auch, jeux, théâtralisation des mensonges de Macron). Le G9 n'a pas été reçu par un ministre depuis Agnès Buzin : elle propose de le dénoncer dans une lettre ouverte. La France est le 2^e vendeur d'armes.

Solidaires revient sur le fait de ne pas être reçus et informe qu'à la fin de la rencontre avec le groupe du PCF à l'Assemblée, Sébastien Jumel a proposé de poser une question au gouvernement « pourquoi ne recevez-vous pas les retraités ? ».

FO partage les expressions sur la situation. Le 26 a été important et la presse s'en est emparé car elle a vu le problème, les journalistes de la presse régionale ont fait état de la situation. Comment fait-on pour la suite ?

Nous n'avons pas été reçus, ce n'est pas normal : nous devons faire remonter les rencontres avec les députés et les sénateurs dans les départements, leurs avis sur les revendications et sur le fait de ne pas être reçus par le gouvernement. Une lettre ouverte est un outil, on a été bien accueillis partout sur les marchés.

Il n'y aura pas de trêve des jeux, mais ce sera compliqué d'organiser quelque chose à Paris, mais ce sera possible en province. Nous en discuterons en septembre.

Solidaires complète sur les suites du 26. La gauche démocrate et républicaine GDR nous a dit, lors de la rencontre avec elle « *vous avez gagné en légitimité, le monde journalistique vous prend en référence, vous pourriez initier des débats publics* » : nous pourrions préparer un canevas national à utiliser dans les départements pour des débats publics sur le pouvoir d'achat, le bénévolat, la place des retraités, etc. Les journaux locaux relatent souvent les initiatives du G9, nous agissons dans tous les départements.

La CGT confirme que GDR nous a proposé de peser sur les débats publics auxquels ils participeront. Cela prolongerait les initiatives avant la rentrée, c'est une étape à travailler. Perspective d'action : la CGT réfléchit à une action nationale sur la santé et le ministère. Les camarades font des démarches sur les déserts médicaux, vers les ARS, ... nous pourrions organiser une convergence de ces actions par une action nationale au ministère. C'est intergénérationnel, nous pouvons entraîner les actifs avec nous. Le BN de la CGT cogite.

FO, à partir de l'encadrement de formations retraitées depuis 13 ans, constate la baisse du niveau des pensions, et l'augmentation des questions sur le

cumul emploi retraite, ce qui montre la paupérisation de certain-es retraité-es. Les retraité-es sont recherché-es par France travail emploi pour devenir agent de sécurité pendant les JO, par l'Éducation nationale pour boucher les trous, ... L'ex première ministre Borne a confié une mission au COR sur la « modernisation » des droits familiaux. Une régression des trimestres validés, de la maladie, des congés maternité, de la réversion, de la majoration de 10 % pour 3 enfants, ... va toucher beaucoup de monde.

La FSU retient en synthèse : une lettre ouverte, le recensement du contenu des audiences, les initiatives santé pour commencer maintenant localement à faire murir une action à la rentrée.

FO complète la synthèse : Paul de FO enverra un projet de lettre ouverte avec tous ses attendus qui sera utilisée dans les départements et pourrait recevoir un soutien des parlementaires.

Pour l'action Santé : un état des lieux sera dressé par la FSU (Marylène) à partir d'un questionnaire aux départements sur les actions faites et envisagées, il sera communiqué aux équipes avec qui nous verrons ensuite les actions possibles.

Décisions consensuelles pour l'action :

- **Une Lettre ouverte** (projet de Paul Barbier de FO) dénoncera le mépris et le refus du gouvernement de nous recevoir le 26 mars comme les fois précédentes. Cette lettre sera utilisée dans les départements, et probablement soutenue par des parlementaires (lors d'une rencontre à l'Assemblée nationale, le Groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine a annoncé qu'il poserait une question au représentant du gouvernement sur le fait de ne pas avoir reçu les retraité-es le 26 mars).
- **Le contenu des audiences avec des parlementaires dans les départements** sera centralisé et recensé par la FSU (Marylène Cahouet)

- **La prochaine action concernera la santé** (accès aux soins et déserts médicaux, coûts de la santé, fin de la prévention à 75 ans, ...) en s'appuyant sur les actions déjà réalisées et envisagées (la FSU, Marylène Cahouet, centralise les informations des départements en élaborant un questionnaire et en dressant l'état des lieux). Cet état des lieux des actions sera diffusé à toutes les équipes. Nous verrons à la rentrée, avec les équipes, quelle action serait possible.
- **Mesure de la perte de pouvoir d'achat** : le graphique utilisé par le G9 est celui de Solidaires (Patrice Perret) et d'autres organisations en élaborent aussi. Chaque personne d'une organisation qui travaille sur la perte de pouvoir d'achat envoie ses éléments à Patrice et le groupe décidera de sa façon de travailler.

Compte-rendu des audiences à l'Assemblée nationale

Solidaires (Gérard Gourguechon), a envoyé le compte-rendu de la rencontre entre 7 de nos organisations et la gauche démocrate et républicaine (GDR) : la FSU (Marylène) a présenté G9 et ses revendications, puis chaque organisation présente a complété. GDR a souligné l'intérêt de ce genre de rencontre, a entendu l'accord à 9 sur les revendications, a affirmé que le G9 avait gagné en légitimité, qu'il représentait une petite force de frappe et de politisation des 18 millions de retraité-es qui votent, qui ont un poids dans le public, ce qui ne peut pas nuire. Il va poser une question au gouvernement sur le fait qu'il refuse de recevoir les organisations de retraité-es. Nous avons discuté ensemble de nos revendications, et nous avons constaté un large accord avec eux. Gérard ajoute que nous devons rester prudents, car les partis politiques sont facilement d'accord avec nous quand ils sont dans l'opposition... mais l'histoire a montré qu'ils changeaient en arrivant au gouvernement. Nous devons continuer à travailler ensemble.

Rencontre le 20 mars avec le PS (Jérôme Guedj) : il aurait souhaité une loi grand âge avec un calendrier, des moyens, de l'argent. Le gouvernement ne s'engage pas, il faut une initiative parlementaire pour regrouper les Ehpad publics dans une structure unique d'au moins 300 lits et adapter la société au vieillissement. Il propose de former une coalition du grand âge, une campagne nationale avec tous les intervenants du secteur du bien vieillir, une grève pour montrer l'importance de l'activité des retraités.

Le Haut Conseil de l'Âge (HCA)

La FSU constate que le HCA travaille beaucoup, il a terminé le rapport « Bien vieillir chez soi » (y compris dans les Ephaad où on doit se sentir chez soi), sur lequel nous avons de nombreux accords sur l'état des lieux et les critiques, le peu d'efforts du gouvernement, la nécessité d'une loi de programmation sur 5 ans, le manque de personnel, ... et les propositions sur le logement (seulement 6 % des logements sont adaptés).

Sur le même sujet, nous avons d'autres rapports dont les parties que nous partageons peuvent aussi nous servir : le CESE (mais nous n'approuvons pas sa proposition de financement par la CSG et l'assurance), l'Igas et même la Cour des comptes qui critique le crédit d'impôt.

CNSA et les CDCA

La FSU annonce que nous allons regarder attentivement le questionnaire de la CNSA (qui revient tous les deux ans), envoyé aux CDCA qui devront répondre sur leur fonctionnement ... et nous alerterons les équipes pour qu'elles aient leur mot à dire sur les CDCA qui fonctionnent peu ou pas... Il est en effet fréquent que les réponses du questionnaire soient écrites par le Conseil départemental, sans concertation avec le CDCA. La qualité du fonctionnement du CDCA dépend d'une volonté politique du Département.

Fête des 10 ans du « Groupe des 9 » le 23 mai

La CGT préfère le mot fête au mot colloque qui nécessite du travail de préparation. Elle a réservé, de 14 h à 17 h, la grande salle Hénaff (250 personnes) à la bourse du travail de Paris. La FSU a eu l'accord de l'intervenant, l'historien politologue Jean-Marie Pernot.

Il s'agira, avec les équipes présentes dans la salle, de faire reconnaître le syndicalisme retraité qui

Les droits familiaux et conjugaux, dont la réversion

Six organisations du G9 ont organisé un colloque sur ces thèmes le 4 mars à la bourse du travail de Paris. Solidaires (Gérard Gourguechon) a envoyé au G9 un compte-rendu de ce colloque.

Prochaine réunion : mercredi 15 mai, à 14 heures, dans les locaux de la FSU.

Le Haut Conseil travaille aussi sur les bonifications conjugales (deux séances sont passées, une 3^e arrive), sur lesquelles le gouvernement a demandé au COR des pistes de « modernisation » qui sont autant de nouvelles menaces. Le nouveau président, macroniste, provoque des réunions mouvementées...

Le Haut Conseil de la Famille, de l'Enfance et de l'Âge (HCFEA) dans son ensemble travaille sur les incidences de la loi immigration sur les familles et les personnes âgées, loi qui va revenir rapidement (elle n'a été retoquée que sur la forme) sans discussion par la voie parlementaire et sur laquelle nous aurons des choses à dire, notamment sur la remise en cause de l'APA et aussi l'AME.

La CGC fait remarquer que bon nombre de membres sont découragés, ne participent plus au CDCA, ne s'engagent pas dans les groupes de travail. Le CDCA dépend de la personne qui organise et de sa volonté de faire fonctionner.

FO précise que ces instances, en tant que partie de la Sécu, devraient accorder une part plus importante aux organisations syndicales. Elle réalise, comme la FSU, une enquête sur le fonctionnement des CDCA.

s'affirme maintenant dans la rue deux fois par an, de montrer ce que veut dire travailler ensemble.

Solidaires (Patrice Perret) envoie un projet d'invitation. La CFE-CGC prépare un film qui passera en boucle pendant que les équipes s'installeront dans la salle.

Une réunion préparatoire se tiendra le mercredi 15 mai à la FSU à 14 h.

Ce sujet est important, le gouvernement y voit une source d'économies, nous décidons de réaliser un dossier. La première pièce sera le compte-rendu du 4 mars, sans logos.